

"Sarkozy n'a pas engagé les réformes structurelles"

Jacques Marseille avait salué le programme et l'élection de Nicolas Sarkozy et accompagné le besoin d'une rupture. Aujourd'hui, l'essayiste libéral regrette "le temps perdu" et "l'autosatisfaction".

Le président de la République a dit aux Français qu'il n'était pas du genre "à renoncer face aux difficultés". Ce discours a-t-il convaincu l'apôtre de la rupture que vous êtes?

Loin de là. J'ai constaté que le Président faisait preuve d'une très grande autosatisfaction, mais je n'ai pas retrouvé l'esprit de la rupture qu'il nous avait annoncée pendant la campagne de 2007. Ses analyses de l'époque étaient exceptionnelles de lucidité. Je l'avais dit. L'inventaire des « réformes » qu'il a détaillé dans cette présentation des vœux en est très éloigné. Il tient plus d'un inventaire à la Prévert que d'une réelle analyse des problèmes de la France... Quelle cohérence entre la carte judiciaire, la loi Hadopi, la taxe carbone?

La France vient de traverser la crise la plus difficile de son histoire. N'est-ce pas une des explications?

«Tout a déjà été dit et écrit. Il faut agir»

La crise a rendu service à Nicolas Sarkozy. Elle lui a permis de désigner des boucs émissaires: la finance anglo-saxonne, les banquiers, les bonus des grands patrons... Sans engager les réformes structurelles dont la France a besoin.

La crise est bien là...

La France va-t-elle si mal? La crise est-elle si terrible? Un pays qui est au bord du gouffre n'a d'autre solution que de se redresser. C'est ce qui s'est passé au Canada, plombé à l'époque par un déficit de son budget de 12% du PIB, ou la Suède, écrasée par une charge des dépenses publiques qui dépassait 70% du PIB. Les Français épargnent 17% de leurs revenus, ils possèdent en moyenne un patrimoine net de 150 000 euros... Nous déplorons certes 500 000 chômeurs de plus en un an, mais les filets sociaux fonctionnent et ce chiffre reste inférieur à ce que nous avons connu dans le passé alors que le taux de croissance était positif. Je ne pense pas en tout cas que cette crise interdit de lancer les réformes, au contraire.

Les Français l'accepteraient-ils?

Je le crois. Ils ont tout à fait conscience que le pays doit changer et qu'ils ne peuvent pas laisser un Etat en faillite aux générations futures.

Quelles sont les urgences?

Les retraites, évidemment. Les départs vont s'accélérer. Un quart de la masse salariale va déjà aux retraites. Un pourcentage qui va s'accroître fortement dans les années à venir.

«La question des déficits est cruciale»

La réforme des retraites est justement au programme du premier trimestre...

Il ne suffira pas de repousser l'âge du départ d'un ou de deux ans pour résoudre le problème. Il faut réellement refondre le système pour l'adapter au vieillissement de la population et à la question du financement.

Vous ne croyez pas que le Président y est prêt?

Pas vraiment. Il ne s'agit pas d'un chantier de mi-mandat. Comme pour la dette, il fallait s'y attaquer dès 2007. La question des déficits est tout aussi cruciale. Le Président nous a promis une conférence sur le sujet... Mais on n'a pas besoin de conférence! Tout a déjà été dit et écrit. Il faut agir. La réforme générale des politiques publiques devrait faire économiser 7 milliards d'euros. La belle affaire! Le déficit dépasse 1500 milliards et nous contraint à emprunter chaque jour plus de 700 millions d'euros.

La suppression d'un poste de fonctionnaire sur deux ne va-t-elle pas dans le bon sens?

C'est un slogan, ce n'est pas une réforme. Il fallait analyser chaque fonction, supprimer des services qui ne servent à rien, quitte à en créer d'autres. Il fallait revoir totalement notre système de formation, seul sésame pour retrouver une dynamique d'emploi. Ces actions n'ont pas été engagées et je crains qu'elles ne le soient pas avant 2012.

«L'ouverture a été une erreur et une perte de temps»

Nicolas Sarkozy, que vous aviez soutenu, ne trouve plus aucune grâce à vos yeux?

Il a fait preuve d'un réel talent sur la scène européenne et internationale pour pousser ses homologues à l'action. Il a imposé l'idée du G20. Cela n'est pas rien. A cet égard, la crise lui a vraiment été bénéfique en révélant ses capacités d'action!

Qu'est-ce qui n'a pas marché?

Les torts sont sans doute partagés. Comme je l'ai dit, le "malade" qu'est la France n'est peut-être pas assez malade pour accepter une thérapie de choc. Je pense également que l'ouverture a été une erreur et une perte de temps. Beaucoup d'énergie a été gaspillée en essayant d'affaiblir le camp d'en face pour un bénéfice qui risque d'être maigre.

Nicolas Sarkozy peut-il encore sauver son quinquennat?

Je ne pense pas que le quinquennat soit "perdu". Au fond d'eux-mêmes, les Français, même ceux qui sont déçus, se disent: *"Mieux valait quand même Nicolas Sarkozy que sa rivale aux élections présidentielles!"* La question qui se pose en fait est plutôt de savoir quelles sont les marges de manœuvre de l'action politique dans le monde complexe d'aujourd'hui.

Plus d'actu finance/économie avec Boursier.com

Marie-Christine Tabet - Le Journal du Dimanche

Vendredi 01 Janvier 2010